

No. 25203

**FRANCE
and
AUSTRIA**

**Agreement complementary to the European Convention on
mutnal assistance in criminal matters of 20 April 1959
(with annex). Signed at Paris on 18 November 1983**

*Authentic texts: French and German.
Registered by France on 18 August 1987.*

**FRANCE
et
AUTRICHE**

**Accord additionnel à la Convention européenne d'entraide
judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (avec an-
nex). Signée à Paris le 18 novemhre 1983**

*Textes authentiques : français et allemand.
Enregistré par la France le 18 août 1987.*

ACCORD¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ADDITIONNEL À LA CONVENTION EUROPÉENNE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE DU 20 AVRIL 1959²

Le Président de la République française et

Le Président fédéral de la République d'Autriche,

Désireux de faciliter dans les relations entre les deux Etats l'application de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959², ci-après désignés par l'expression «Convention européenne» et d'en compléter les dispositions conformément à son article 26, paragraphe 3,

Sont convenus de conclure un Accord additionnel et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française : Monsieur Jean-Paul Angles, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Français à l'Etranger et des Etrangers en France;

Le Président fédéral de la République d'Autriche : Monsieur Erik Nettel, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Autriche en République française,

lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article 1er. Aux termes du présent Accord l'obligation d'entraide prévue par la Convention européenne s'applique également :

- a) A la notification des actes visant l'exécution d'une peine, le recouvrement d'une amende ou le paiement des frais de procédure;
- b) Aux mesures relatives au sursis, au prononcé d'une peine ou à son exécution, à la libération conditionnelle, au renvoi du début d'exécution de la peine ou à l'interruption de son exécution; l'exécution des décisions d'arrestation et de condamnation demeure exclue, conformément à l'article 1^{er} de la Convention européenne;
- c) Aux procédures de grâces;
- d) Aux procédures d'indemnisation du chef de détention, de poursuites ou de condamnations injustifiées;
- e) Aux actions civiles jointes à l'action pénale tant que la juridiction répressive n'a pas définitivement statué sur l'action pénale.

Article 2. L'obligation d'entraide prévue par la Convention européenne s'applique également, aux termes du présent Accord, aux procédures concernant les faits visés à l'Annexe dont la répression est de la compétence, dans l'un des deux Etats, d'une autorité judiciaire et, dans l'autre Etat, d'une autorité administrative, lorsqu'il existe la possibilité d'un contrôle juridictionnel a posteriori de la décision de l'autorité administrative.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1985, soit le premier jour du troisième mois ayant suivi l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Vienne le 11 juillet 1985, conformément au paragraphe 2 de l'article 18.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 472, p. 185.

Article 3. 1. L'entraide judiciaire est accordée dans les procédures relatives aux infractions fiscales au sens de l'article 2a de la Convention européenne :

- a) Si l'infraction est également punissable selon le droit commun, ou
- b) S'il s'agit d'une infraction en matière d'impôts, de taxes ou de douanes.

2. Dans le cas où un Etat Contractant s'est réservé la faculté de soumettre l'exécution des demandes d'entraide judiciaire à la condition que l'infraction motivant la demande soit punissable selon la loi de l'Etat requérant et de l'Etat requis, cette condition sera remplie en ce qui concerne les infractions fiscales, si l'infraction est punissable selon la loi de l'Etat requérant et correspond à une infraction de même nature selon la loi de l'Etat requis.

3. La demande ne pourra être rejetée pour le motif que la législation de l'Etat requis n'impose pas le même type de taxes, d'impôts, de droits de douane ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes, d'impôts ou de douane que la législation de l'Etat requérant.

Article 4. 1. Pour l'application de l'article 3, paragraphe 1^{er} et de l'article 5 de la Convention européenne, la demande d'une autorité compétente de l'Etat requérant en vue d'une perquisition ou d'une saisie, doit, si elle ne vaut pas en elle-même décision ordonnant la saisie ou la perquisition, être accompagnée d'une expédition authentique ou d'une copie certifiée conforme de la décision ordonnant cette perquisition ou cette saisie.

2. La remise à l'Etat requérant de pièces à conviction de dossiers ou de documents prévue à l'article 3 de la Convention européenne ne porte atteinte ni aux droits de l'Etat requis ni à ceux des tiers.

3. Outre les pièces à conviction, dossiers ou documents mentionnés à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la Convention européenne, les objets et valeurs provenant d'une infraction, trouvés en possession de l'auteur de celle-ci, sont remis à l'Etat contractant qui en fait la demande, par l'autre Etat, aux fins de restitution à la victime si aucune personne ou autorité n'excipe d'un droit sur ces objets ou valeurs.

4. Sauf entente éventuelle dans un cas particulier, les pièces à conviction, dossiers, documents et autres objets ou valeurs dont la remise à l'Etat requérant a été autorisée sont envoyés ou remis à l'autorité habilitée à cet effet par ledit Etat.

Article 5. Pour l'application de l'article 4 de la Convention européenne, l'Etat requis, à la demande de l'Etat requérant, consent à ce que les représentants des autorités compétentes de cet Etat et les personnes en cause assistent à l'exécution des demandes d'entraide judiciaire sur son territoire, si sa législation ne s'y oppose pas. Elles peuvent suggérer aux autorités de l'Etat requis de poser des questions ou de prendre des mesures complémentaires.

Article 6. 1. L'entraide judiciaire prévue à l'article 5 de la Convention européenne consistant en une saisie d'objets ou une perquisition n'est accordée que si la législation de l'Etat requis ne s'y oppose pas et si la poursuite de l'infraction est, dans les deux Etats, de la compétence d'une autorité judiciaire.

2. Dans les procédures relatives à des infractions fiscales, l'entraide judiciaire visée au paragraphe 1^{er} du présent article est également accordée si, dans les conditions prévues à l'article 2, la poursuite de l'infraction est dans l'un des deux Etats de la compétence d'une autorité administrative.

Article 7. Même en l'absence de la demande visée à l'article 10, paragraphe 3, de la Convention européenne, l'Etat requis peut consentir à toute personne citée à comparaître en qualité de témoin ou d'expert dans l'Etat requérant, l'avance prévue par cette disposition.

Article 8. 1. Les dispositions de l'article 11 de la Convention européenne relatives au transfèrement d'une personne détenue dans l'Etat requis s'appliquent *mutatis mutandis* dans le cas où l'Etat requis, à la demande de l'Etat requérant, autorise, en vue de l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire, le transfèrement, sur son propre territoire, d'une personne détenue dans l'Etat requérant.

2. L'Etat auquel le détenu est remis en application du paragraphe précédent doit le maintenir en détention pendant la durée du séjour. Il ne peut pas le poursuivre pour une infraction commise avant son transfert.

3. Le détenu est renvoyé à l'Etat requérant dès que l'Etat requis a exécuté la mesure d'entraide judiciaire demandée.

4. Le transfèrement d'une personne détenue n'est accordé que si la poursuite de l'infraction pour laquelle l'entraide est demandée est, dans les deux Etats, de la compétence des autorités judiciaires.

Article 9. 1. En application de l'article 15 paragraphe 1^{er} de la Convention européenne, les autorités compétentes adressent les demandes d'entraide :

- En Autriche, soit à l'autorité judiciaire ou administrative compétente, soit au Ministère fédéral de la Justice;
- En France, soit au Procureur général près la Cour d'Appel dans le ressort de laquelle la demande doit être exécutée, soit au Ministère de la Justice.

Les réponses et les pièces relatives à l'exécution sont renvoyées directement à l'autorité qui a adressé la demande.

2. Lorsqu'une autorité saisie en application du paragraphe premier du présent article est incomptétente pour connaître de la demande, elle transmet directement celle-ci à l'autorité compétente.

3. Les demandes prévues à l'article 11 de la Convention européenne, à l'article 6 paragraphe 1^{er} et à l'article 8 du présent Accord sont adressées par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis.

4. Il n'est pas dérogé à l'article 15, paragraphes 2 et 3, de la Convention européenne.

Article 10. Outre les indications prévues à l'article 14 paragraphe 1^{er} de la Convention européenne, les demandes de remise des actes de procédure et des décisions des autorités compétentes mentionnent la nature du document à remettre ainsi que la qualité du destinataire indiquée dans la procédure.

Article 11. En application de l'article 16 paragraphe 1^{er} de la Convention européenne, la traduction des demandes ainsi que celle des pièces jointes ne peut être exigée.

Article 12. Outre les cas prévus à l'article 20 de la Convention européenne, seront également remboursés par l'Etat requérant les frais causés par le transfèrement de toute personne détenue, effectué en application de l'article 8 du présent Accord additionnel.

Article 13. Les dispositions de l'article 21 de la Convention européenne sont complétées comme suit :

1. L'Etat requis de poursuivre un de ses nationaux pour un crime ou un délit commis sur le territoire de l'Etat requérant ne refuse pas poursuite pour le motif que les faits ont été commis hors de son propre territoire.

2. Suite à une dénonciation adressée par un Etat Contractant selon l'article 21 de la Convention européenne, les autorités judiciaires de l'autre Etat Contractant examinent si, d'après le droit de cet Etat, une poursuite doit être entamée devant les tribunaux. En cas de jugement d'infractions en matière de circulation routière, l'Etat requis prend en considération les règles de la circulation en vigueur au lieu de l'infraction.

3. Lorsque l'ouverture de la procédure ne peut résulter que d'une déclaration de la victime sous forme de plainte ou d'autorisation de poursuivre, la déclaration faite dans l'Etat requérant produit également effet dans l'Etat requis: Dans les cas où la déclaration est exigée uniquement par la loi de l'Etat requis, elle peut être faite après l'expiration du délai prévu par la législation de cet Etat; dans ce cas ce délai ne court qu'à compter du jour où l'autorité chargée des poursuites pénales dans l'Etat requis a reçu la demande.

4. La demande est accompagnée :

- a) De l'original ou d'une copie certifiée conforme des pièces de procédure, d'un exposé des faits et, le cas échéant, des pièces à conviction;
- b) D'une copie des dispositions pénales applicables aux faits incriminés, en vigueur dans l'Etat de l'infraction.

5. L'Etat requis informe dès que possible l'Etat requérant de la décision prise sur l'exercice de la poursuite ainsi que, le cas échéant, de celle intervenue à l'issue de la procédure. La copie de cette dernière décision doit être certifiée. Sauf renonciation de l'Etat requérant, les objets et dossiers transmis à l'Etat requis sont renvoyés par cet Etat lorsqu'ils ont cessé de lui être utiles. Il est fait exception à cette disposition en ce qui concerne les objets dont la restitution aux ayants droit a été ordonnée par la juridiction de l'Etat requis saisie de l'affaire.

6. Les autorités de l'Etat requérant renoncent à poursuivre le prévenu et à exécuter une décision rendue contre lui à raison des faits indiqués dans la dénonciation

- a) S'il a subi la peine prononcée, s'il a bénéficié d'une remise de peine, ou si la peine est prescrite;
- b) Tant que l'exécution de la peine est partiellement ou totalement suspendue ou que le prononcé de la peine est différé;
- c) Si le prévenu a été acquitté par un jugement définitif ou si la procédure a été close par une décision définitive sur le fond.

7. Les frais résultant de l'application de cet article ne sont pas remboursés.

Article 14. 1. L'échange des avis de condamnation prévu à l'article 22 de la Convention européenne, a lieu au moins une fois par an entre le Ministère fédéral de la Justice de la République d'Autriche et le Ministère de la République française.

2. Lorsque l'un des deux Etats a connaissance d'une condamnation prononcée dans l'autre Etat contre un de ses ressortissants, le Ministère de la Justice de cet Etat peut demander au Ministère de la Justice de l'autre Etat une copie certifiée de la décision rendue. Il est donné suite à la demande sous réserve de l'application des dispositions de l'article 2 de la Convention européenne. La copie est transmise sans frais.

Article 15. Au sens du présent Accord, le terme «peine» inclut également les mesures de sûreté.

Article 16. A la demande du Ministère de la Justice de l'un des deux Etats, le Ministère de la Justice de l'autre Etat lui fournira toutes informations sur le droit pénal, la procédure pénale et les règles d'exécution des peines en vigueur dans cet Etat.

Article 17. Dans le cas de dénonciation de la Convention européenne par l'un des deux Etats Contractants dans les formes prévues à l'article 29 de ladite Convention, la dénonciation prendra effet entre les deux Etats à l'expiration d'un délai de deux ans après la date de réception de sa notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 18. 1. Le présent Accord sera ratifié; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Vienne.

2. L'entrée en vigueur du présent Accord aura lieu le premier jour du troisième mois qui suivra la date de l'échange des instruments de ratification.

3. Le présent Accord est conclu pour une durée illimitée. Chacun des deux Etats Contractants pourra le dénoncer par notification écrite adressée par la voie diplomatique : il cessera d'être en vigueur le premier jour du septième mois après la date de la notification de sa dénonciation et en tout cas au moment où la Convention européenne cessera elle-même d'être en vigueur entre les Parties au présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le 18 novembre 1983, en deux originaux, en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Président
de la République française :

Pour le Président fédéral
de la République d'Autriche :

[Signé]

[Signé]

Monsieur JEAN-PAUL ANGLES Ministre plénipotentiaire Directeur des Français à l'étranger et des Étrangers en France	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Autriche en République française
---	---

ANNEXE PRÉVUE À L'ARTICLE 2 DE L'ACCORD

- I. Infractions à la législation sur la protection des mineurs;
- II. Infractions à la législation sur la police des étrangers;
- III. Infractions à la législation sur les armes, munitions et explosifs;
- IV. Infractions à la législation sur les stupéfiants et substances psychotropes;
- V. Infractions à la législation du travail;
- VI. Infractions concernant les sociétés civiles et commerciales;
- VII. Infractions à la législation sur la concurrence, les brevets, les marques de fabrique et les autres désignations de marchandises;
- VIII. Infraction en matière d'impôts, de taxes et de douanes, y compris le recel;

- IX. Infractions à la législation sur les prix;
- X. Infractions en matière de fraudes et de publicité mensongère;
- XI. Infractions à la législation en matière de construction:
 - 1. Infractions pour défaut de démolition ou défaut de mise en conformité d'immeubles;
 - 2. Infractions concernant les immeubles insalubres, vétustes et dangereux;
- XII. Infractions à la législation en matière de transactions immobilières;
- XIII. Exercice illégal de professions réglementées;
- XIV. Infractions à la législation sur les transports routiers, ferroviaires, maritimes, fluviaux et aériens;
- XV. Infractions routières :
 - 1. «Délit de fuite», c'est-à-dire violation des obligations incombant aux conducteurs de véhicules à la suite d'un accident de la circulation;
 - 2. Conduite ou mise en marche d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique;
 - 3. Infractions à la législation visant à vérifier le taux d'alcoolémie;
 - 4. Inobservation des prescriptions instituant une obligation d'assurance de la responsabilité civile découlant de l'emploi des véhicules à moteur;
 - 5. Refus d'obtempérer aux injonctions d'un agent de l'autorité, concernant la circulation routière;
 - 6. Inobservation des règles concernant :
 - a) La vitesse maximale autorisée des véhicules;
 - b) La place des véhicules en mouvement et le sens de leur marche, le croisement, le dépassement, le changement de direction et le franchissement des passages à niveau;
 - c) La priorité de passage;
 - d) Le privilège de circulation de certains véhicules, tels que les véhicules de lutte contre l'incendie, les ambulances, les véhicules de police;
 - e) Les signaux et marques sur le sol, à l'exception des infractions en matière de stationnement;
 - f) Les feux de signalisation;
 - g) L'accès des véhicules ou de catégories de véhicules à certaines voies, notamment en raison de leur poids ou de leurs dimensions;
 - h) L'équipement de sécurité des véhicules et de leur chargement;
 - i) La signalisation des véhicules et leur chargement;
 - j) L'éclairage des véhicules et l'usage des feux, lorsque l'infraction constitue un danger pour la circulation;
 - k) Le poids, la charge et la capacité des véhicules et de leurs remorques;
 - l) L'immatriculation des véhicules, la plaque d'immatriculation et le signe distinctif de nationalité;
 - 7. Conduite d'un véhicule sans permis valable;
 - 8. Infractions concernant le transport des matières dangereuses par route;
- XVI. Infractions concernant la protection de la nature et de l'environnement, notamment la protection et l'entretien des eaux intérieures ainsi que des forêts;
- XVII. Infractions en matière de chasse et de pêche.

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

VERTRAG ZWISCHEN DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK UND DER
REPUBLIK ÖSTERREICH ZU DEM EUROPÄISCHEN ÜBEREIN-
KOMMEN ÜBER DIE RECHTSHILFE IN STRAFSACHEN VOM
20. APRIL 1959

Der Präsident der Französischen Republik und
der Bundespräsident der Republik Österreich

in dem Wunsch, die Anwendung des Europäischen Übereinkommens über die Rechtshilfe in Strafsachen, im folgenden als "Europäisches Übereinkommen" bezeichnet, im Verhältnis zwischen den beiden Staaten zu erleichtern und dessen Bestimmungen gemäss Artikel 26 Absatz 3 zu ergänzen,

sind übereingekommen, einen Vertrag zu schliessen und haben hiefür zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Präsident der Französischen Republik: Herrn Jean-Paul Angles, bevollmächtigter Minister, Leiter der Direktion für die Franzosen im Ausland und die Ausländer in Frankreich,

Der Bundespräsident der Republik Österreich: Herrn Dr. Erik Nettel, ausserordentlicher und bevollmächtigter Botschafter der Republik Österreich in der Französischen Republik,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten nachstehende Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1. Die Verpflichtung zur Rechtshilfe nach dem Europäischen Übereinkommen und nach diesem Vertrag besteht auch:

- a) für die Zustellung von Urkunden über die Vollstreckung einer Strafe, die Einhebung einer Geldstrafe und die Zahlung von Verfahrenskosten;
- b) in Angelegenheiten der Aussetzung des Ausspruches einer Strafe oder ihrer Vollstreckung, der bedingten Entlassung, des Aufschubes oder der Unterbrechung der Vollstreckung einer Strafe; die Vollstreckung von Haftbefehlen und verurteilenden Erkenntnissen bleibt gemäss Artikel 1 des Europäischen Übereinkommens ausgeschlossen;
- c) in Gnadsachen;
- d) in Verfahren über Ansprüche auf Entschädigung wegen ungerechtfertigter Haft, Verfolgung oder Verurteilung;
- e) in Verfahren wegen zivilrechtlicher Ansprüche, die mit einem Strafverfahren verbunden sind, solange das Strafgericht noch nicht endgültig entschieden hat.

Artikel 2. Die Verpflichtung zur Rechtshilfe nach dem Europäischen Übereinkommen und nach diesem Vertrag besteht auch in Verfahren wegen der im Anhang bezeichneten strafbaren Handlungen, deren Bestrafung in einem der beiden Vertragsstaaten in die Zuständigkeit eines Gerichtes und im anderen Staat in die Zuständigkeit einer Verwaltungsbehörde fällt, wenn die Möglichkeit einer nachprüfenden gerichtlichen Kontrolle der Entscheidung der Verwaltungsbehörde gegeben ist.

Artikel 3. (1) Rechtshilfe wegen fiskalischer strafbarer Handlungen im Sinne des Artikels 2 lit. a des Europäischen Übereinkommens wird geleistet, wenn

- a) die Handlung auch nach allgemeinem Recht strafbar ist oder
- b) die Handlung einen Verstoss gegen Abgaben-, Steuer- oder Zollvorschriften bildet.

(2) Hat ein Vertragspartner die Erledigung von Rechtshilfeersuchen von der Bedingung abhängig gemacht, dass die dem Rechtshilfeersuchen zugrunde liegende Straftat sowohl nach dem Recht des ersuchenden Staates wie auch nach dem des ersuchten Staates strafbar ist, so ist diese Bedingung in bezug auf fiskalische strafbare Handlungen erfüllt, wenn die Handlung nach dem Recht des ersuchenden Staates strafbar ist und einer gleichartigen strafbaren Handlung nach dem Recht des ersuchten Staates entspricht.

(3) Das Ersuchen darf nicht mit der Begründung abgelehnt werden, dass das Recht des ersuchten Staates nicht dieselbe Art von Abgaben, Steuern oder Zöllen oder nicht Abgaben-, Steuer- oder Zollvorschriften derselben Art enthält wie das Recht des ersuchenden Staates.

Artikel 4. (1) In Anwendung des Artikels 3 Absatz 1 und des Artikels 5 des Europäischen Übereinkommens muss dem Ersuchen um Durchsuchung oder Beschlagnahme der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates, wenn nicht schon das Ersuchen selbst als Anordnung der Durchsuchung oder der Beschlagnahme gilt, eine Ausfertigung oder beglaubigte Abschrift der diese Durchsuchung oder Beschlagnahme anordnenden Entscheidung beigefügt werden.

(2) Rechte des ersuchten Staates und dritter Personen an den nach Artikel 3 des Europäischen Übereinkommens an den ersuchenden Staat herauszugebenden Beweisstücken, Akten oder Schriftstücken bleiben unberührt.

(3) Ausser den in Artikel 3 Absatz 1 des Europäischen Übereinkommens erwähnten Beweisstücken, Akten oder Schriftstücken werden die im Besitz des Täters befindlichen Gegenstände und Werte, die aus der strafbaren Handlung herrühren, auf Ersuchen des einen Vertragsstaates von dem anderen Staat zum Zweck der Rückgabe an den Geschädigten herausgegeben, sofern keine Person oder Behörde einen Anspruch auf diese Gegenstände oder Werte geltend macht.

(4) Beweisstücke, Akten, Schriftstücke und sonstige Gegenstände oder Werte, deren Herausgabe an den ersuchenden Staat bewilligt worden ist, werden, sofern im Einzelfall nichts anderes vereinbart wird, der von diesem Staat hierzu bevollmächtigten Behörde übersandt oder übergeben.

Artikel 5. In Anwendung des Artikels 4 des Europäischen Übereinkommens gestattet der ersuchte Staat auf Ersuchen des ersuchenden Staates, dass Vertreter der zuständigen Behörden und die Prozessbeteiligten bei der Durchführung von Rechtshilfeersuchen in seinem Hoheitsgebiet anwesend sind, wenn seine Rechtsvorschriften dem nicht entgegenstehen. Sie können bei den Behörden des ersuchten Staates ergänzende Fragen oder Massnahmen anregen.

Artikel 6. (1) Rechtshilfe gemäss Artikel 5 des Europäischen Übereinkommens durch Beschlagnahme von Gegenständen oder Durchsuchung wird nur geleistet, wenn die Rechtsvorschriften des ersuchten Staates dem nicht entgegenstehen und wenn die Bestrafung der Handlung in beiden Staaten in die Zuständigkeit der Gerichte fällt.

(2) In Verfahren wegen fiskalischer strafbarer Handlungen wird Rechtshilfe im Sinne des Absatzes 1 dieses Artikels auch geleistet, wenn unter den Voraussetzungen des Artikels 2 die Bestrafung in einem der beiden Staaten in die Zuständigkeit einer Verwaltungsbehörde fällt.

Artikel 7. Auch ohne das in Artikel 10 Absatz 3 des Europäischen Übereinkommens erwähnte Ersuchen kann der ersuchte Staat jedem, der geladen worden ist, als Zeuge oder Sachverständiger in dem ersuchenden Staat zu erscheinen, den in dieser Bestimmung, vorgesehenen Vorschuss gewähren.

Artikel 8. (1) Die Bestimmungen des Artikels I1 des Europäischen Übereinkommens betreffend die Überstellung einer im ersuchten Staat in Haft befindlichen Person finden entsprechende Anwendung, wenn der ersuchte Staat auf Ersuchen des ersuchenden Staates die Überstellung einer in diesem Staat in Haft befindlichen Person in sein eigenes Hoheitsgebiet im Hinblick auf die Erledigung eines Rechtshilfeersuchens gestattet.

(2) Für die Dauer des Aufenthaltes hat der Staat, dem der Häftling nach Absatz 1 zugeführt wird, diesen in Haft zu halten. Er darf ihn wegen keiner vor seiner Zuführung begangenen Handlung verfolgen.

(3) Der Häftling wird dem ersuchenden Staat wieder übergeben, sobald der ersuchte Staat die erbetene Rechtshilfehandlung durchgeführt hat.

(4) Die Überstellung von Häftlingen erfolgt nur, wenn die Bestrafung der dem Rechtshilfeersuchen zugrunde liegenden Handlungen in beiden Staaten in die Zuständigkeit der Gerichte fällt.

Artikel 9. (1) In Anwendung des Artikels 15 Absatz 1 des Europäischen Übereinkommens richten die zuständigen Behörden ihre Rechtshilfeersuchen in Frankreich entweder an den Generalstaatsanwalt bei dem Appellationsgerichtshof, in dessen Zuständigkeitsbereich das Ersuchen zu erledigen ist, oder an das Justizministerium, in Österreich entweder an die zuständige Justiz- oder Verwaltungsbehörde oder an das Bundesministerium für Justiz. Die Antwortschreiben und die Erledigungsstücke werden unmittelbar an die Behörde, von der das Ersuchen ausgegangen ist, rückübermittelt.

(2) Wenn eine gemäss Absatz 1 dieses Artikels befasste Behörde zur Erledigung des Ersuchens nicht zuständig ist, leitet sie dieses unmittelbar an die zuständige Behörde weiter.

(3) Die in Artikel 11 des Europäischen Übereinkommens und in Artikel 6 Absatz 1 und in Artikel 8 dieses Vertrages vorgesehenen Ersuchen sind vom Justizministerium des ersuchenden Staates an das Justizministerium des ersuchten Staates zu richten.

(4) Artikel 15 Absatz 2 und 3 des Europäischen Übereinkommens wird dadurch nicht berührt.

Artikel 10. Ausser den in Artikel 14 Absatz 1 des Europäischen Übereinkommens vorgesehenen Angaben sind in dem Ersuchen um Zustellung von Verfahrensurkunden und Entscheidungen der zuständigen Behörden die Art des zuzustellenden Schriftstückes sowie die Stellung des Empfängers im Verfahren zu bezeichnen.

Artikel 11. In Anwendung des Artikels 16 Absatz 1 des Europäischen Übereinkommens wird die Übersetzung von Ersuchen sowie von beigefügten Unterlagen nicht gefordert.

Artikel 12. Ausser in den in Artikel 20 des Europäischen Übereinkommens vorgesehenen Fällen werden vom ersuchenden Staat auch die Kosten ersetzt, die durch die Überstellung einer verhafteten Person in Anwendung des Artikels 8 dieses Vertrages entstanden sind.

Artikel 13. Artikel 21 des Europäischen Übereinkommens wird wie folgt ergänzt:

1. Der Staat, der um die Einleitung eines Strafverfahrens gegen einen seiner Staatsangehörigen wegen eines im Hoheitsgebiet des ersuchenden Staates begangenen Verbrechens oder Vergehens ersucht wird, lehnt die Verfolgung nicht mit der Begründung ab, die Tat sei ausserhalb seines Hoheitsgebietes begangen worden.

2. Auf Grund einer nach Artikel 21 des Europäischen Übereinkommens übermittelten Anzeige eines Vertragsstaates werden die Justizbehörden des anderen Vertragsstaates prüfen, ob nach dessen Recht eine strafgerichtliche Verfolgung einzuleiten ist. Der Beurteilung von Zuwiderhandlungen im Strassenverkehr sind im ersuchten Staat die am Tatort geltenden Verkehrsregeln zugrunde zu legen.

3. Eine zur Einleitung eines Strafverfahrens notwendige Erklärung des Geschädigten in der Form eines Antrages oder einer Ermächtigung, die im ersuchenden Staat vorliegt, ist auch im ersuchten Staat wirksam. Ist eine solche Erklärung nur nach dem Recht des ersuchten Staates erforderlich, so kann sie auch nach dem Ablauf der in den Rechtsvorschriften des ersuchten Staates vorgesehenen Frist abgegeben werden; in diesem Fall läuft die Frist erst von dem Tag an, an dem das Ersuchen bei der zur Strafverfolgung zuständigen Behörde des ersuchten Staates eingegangen ist.

4. Dem Ersuchen werden beigelegt

- a) die Akten in Urschrift oder beglaubigter Abschrift, eine Sachverhaltsdarstellung sowie etwaige Beweisgegenstände;
- b) eine Abschrift der Strafbestimmungen, die nach dem am Tatort geltenden Recht auf die Tat anwendbar sind.

5. Der ersuchte Staat unterrichtet den ersuchenden Staat so bald wie möglich über die bezüglich der Verfolgung getroffene und gegebenenfalls über die nach dem Abschluss des Verfahrens ergangene Entscheidung. Die Abschrift dieser letzteren Entscheidung muss beglaubigt sein. Sofern der ersuchende Staat nicht darauf verzichtet, gibt der ersuchte Staat die ihm überlassenen Gegenstände und Akten zurück, wenn er sie nicht mehr benötigt. Von dieser Bestimmung sind die Gegenstände ausgenommen, deren Rückgabe an die Berechtigten von dem mit der Sache befassten Gericht des ersuchten Staates angeordnet worden ist.

6. Die Behörden des ersuchenden Staates sehen von der weiteren Verfolgung des Beschuldigten und vom Vollzug einer gegen ihn ergangenen Entscheidung wegen der im Ersuchen um Übernahme der Strafverfolgung angeführten Handlungen ab,

- a) Wenn er die ausgesprochene Strafe verbüßt hat, wenn diese Strafe ihm erlassen worden ist oder ihre Vollstreckbarkeit verjährt ist;
- b) solange der Vollzug der Strafe ganz oder teilweise ausgesetzt ist oder der Strafausspruch aufgeschoben ist;

c) wenn der Beschuldigte durch ein rechtskräftiges Urteil freigesprochen worden ist oder wenn das Verfahren sonst aus materiellrechtlichen Gründen rechtskräftig beendet worden ist.

7. Die aus der Anwendung dieses Artikels entstehenden Kosten werden nicht erstattet.

Artikel 14. (1) Der in Artikel 22 des Europäischen Übereinkommens vorgesehene Strafnachrichtenaustausch findet mindestens einmal jährlich zwischen dem Justizministerium der Französischen Republik und dem Bundesministerium für Justiz der Republik Österreich statt.

(2) Hat einer der beiden Staaten Kenntnis von einer Verurteilung, die in dem anderen Staat gegen einen seiner Staatsangehörigen ausgesprochen worden ist, so kann das Justizministerium dieses Staates das Justizministerium des anderen Staates um eine beglaubigte Abschrift der Entscheidung ersuchen. Dem Ersuchen wird vorbehaltlich des Artikels 2 des Europäischen Übereinkommens entsprochen. Die Abschrift wird kostenfrei übermittelt.

Artikel 15. Im Sinne dieses Vertrages umfasst der Ausdruck "Strafe" auch eine vorbeugende Massnahme.

Artikel 16. Auf Ersuchen des Justizministeriums eines der beiden Vertragsstaaten wird das Justizministerium des anderen Vertragsstaates alle Auskünfte über das in diesem Staat in Kraft stehende Strafrecht, Strafverfahrensrecht und Strafvollzugsrecht erteilen.

Artikel 17. Kündigt einer der beiden Vertragsstaaten das Europäische Übereinkommen nach dessen Artikel 29, so wird die Kündigung im Verhältnis zwischen den beiden Staaten nach Ablauf einer Frist von zwei Jahren nach dem Eingang der Notifikation durch den Generalsekretär des Europarates wirksam.

Artikel 18. (1) Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation; die Ratifikationsurkunden werden so bald wie möglich in ausgetauscht.

(2) Dieser Vertrag tritt am ersten Tag des dritten Monates in Kraft, der auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgt.

(3) Dieser Vertrag wird auf unbestimmte Zeit geschlossen. Jeder der beiden Staaten kann ihn schriftlich auf dem diplomatischen Weg kündigen; er tritt am ersten Tag des siebten Monates nach der Notifikation der Kündigung, spätestens aber zu dem Zeitpunkt ausser Kraft, zu dem das Europäische Übereinkommen zwischen den Parteien des vorliegenden Vertrages ausser Kraft tritt.

ZU URKUND DESSEN haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterschrieben.

GESCHEHEN zu Paris, am 18 novemiber 1983 in zwei Urschriften in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist.

Für den Präsidenten
der Französischen Republik:

[*Signed – Signé*]¹

Für den Bundespräsidenten
der Republik Österreich:

[*Signed – Signé*]²

¹ Signed by Jean-Paul Angles — Signé par Jean-Paul Angles.

² Signed by Erik Nettel — Signé par Erik Nettel.

ANHANG GEMÄSS ARTIKEL 2 DES VERTRAGES

- I. Zu widerhandlungen gegen die Vorschriften über Jugendschutz.
- II. Zu widerhandlungen gegen die fremdenpolizeilichen Vorschriften.
- III. Zu widerhandlungen gegen die Vorschriften über Waffen, Munition und Sprengstoffe.
- IV. Zu widerhandlungen gegen die Vorschriften über Suchtgifte und psychotrope Substanzen.
- V. Zu widerhandlungen gegen die Arbeitsvorschriften.
- VI. Zu widerhandlungen in bezug auf Zivil- und Handelsgesellschaften.
- VII. Zu widerhandlungen gegen die Vorschriften über Wettbewerb, Patente, Schutzmarken und andere Warenbezeichnungen.
- VIII. Zu widerhandlungen auf dem Gebiet der Abgaben, Steuern und Zölle, einschliesslich der Hehlerei.
- IX. Zu widerhandlungen gegen die Vorschriften über die Preise.
- X. Zu widerhandlungen durch Irreführung und wahrheitswidrige Werbung.
- XI. Zu widerhandlungen gegen Vorschriften im Bereich des Bauwesens:
 1. Zu widerhandlungen durch Nichtbefolgung eines Auftrages zum Abbruch oder zur Herstellung des vorschriftsmässigen Zustandes eines Bauwerkes.
 2. Zu widerhandlungen gegen Vorschriften betreffend gesundheitsgefährdende, baufällige und gefährliche Bauwerke.
- XII. Zu widerhandlungen gegen Vorschriften über den Verkehr mit Grundstücken.
- XIII. Widerrechtliche Berufsausübung.
- XIV. Zu widerhandlungen gegen die Vorschriften über Transporte auf der Strasse, mit der Bahn, auf dem Seeweg, auf Flüssen und im Luftweg.
- XV. Zu widerhandlungen im Strassenverkehr:
 1. Fahrerflucht, das heisst Verletzung der dem Lenker eines Fahrzeuges nach einem Verkehrsunfall obliegenden Pflichten.
 2. Lenken oder Inbetriebnehmen eines Fahrzeuges in einem durch Alkohol beeinträchtigten Zustand.
 3. Nichtbeachtung der gesetzlichen Vorschriften über die Feststellung einer Alkoholbeeinträchtigung.
 4. Nichtbeachtung der Vorschriften, durch die eine Verpflichtung zur Haftpflichtversicherung begründet wird, die sich aus dem Gebrauch eines Kraftfahrzeuges ergibt.
 5. Weigerung, den von einem behördlich beauftragten Organ für den Strassenverkehr getroffenen Anordnungen Folge zu leisten.
 6. Nichtbeachtung der Vorschriften über
 - a) die höchste zulässige Geschwindigkeit von Fahrzeugen;
 - b) den Platz von Fahrzeugen in Bewegung und ihre Fahrtrichtung, den Gegenverkehr, das Überholen, die Richtungsänderung und das Überqueren von Bahnübergängen;
 - c) den Vorrang;
 - d) den Vorrang bestimmter Fahrzeuge wie Feuerwehr-, Rettungs- und Sicherheitsdienstfahrzeuge;
 - e) die Verkehrszeichen und Bodenmarkierungen, ausgenommen solche, die den ruhenden Verkehr betreffen;
 - f) die Lichtzeichen von Verkehrsampeln;

- g) die Zulassung von Fahrzeugen oder Fahrzeugkategorien auf bestimmten Verkehrs wegen, insbesondere im Hinblick auf ihr Gewicht und ihre Abmessungen;
 - h) die Sicherheitsausrüstung von Fahrzeugen und ihrer Ladung;
 - i) die Kennzeichnung von Fahrzeugen und ihrer Ladung;
 - j) die Fahrzeugbeleuchtung und die Betätigung der Leuchten, wenn die Tat eine Verkehrsgefährdung darstellt;
 - k) das Gewicht, die Beladung und die Tragfähigkeit von Fahrzeugen und ihren Anhängern;
 - l) die Zulassung von Fahrzeugen, das amtliche Kennzeichen und das Nationalitätszeichen.
7. Lenken eines Kraftfahrzeuges ohne gültige Lenkerberechtigung.
 8. Zu widerhandlungen gegen die Vorschriften über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Strasse.
- XVI. Zu widerhandlungen auf dem Gebiet des Natur- und Umweltschutzes, insbesondere des Schutzes und der Pflege der Binnengewässer sowie des Waldes.
- XV-
- II. Zu widerhandlungen auf dem Gebiet der Jagd und der Fischerei.
-

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA COMPLEMENTARY TO THE EUROPEAN CONVENTION ON MUTUAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS OF 20 APRIL 1959²

The President of the French Republic and
The Federal President of the Republic of Austria,

Desiring to facilitate the implementation of the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters of 20 April 1959,² hereinafter referred to as "the European Convention", in relations between the two States, and to supplement its provisions in accordance with article 26, paragraph 3, thereof,

Have agreed to conclude an additional Agreement and have for that purpose appointed as their plenipotentiaries:

The President of the French Republic: Mr. Jean-Paul Angles, Minister Plenipotentiary, Director for French Citizens Abroad and Aliens in France,

The Federal President of the Republic of Austria: Mr. Erik Nettel, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Austria in the French Republic,

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions.

Article 1. Under the terms of this Agreement, the obligation to provide assistance envisaged by the European Convention shall also apply:

- (a) To the service of writs for the enforcement of a sentence, the levying of a fine or the payment of costs;
- (b) To measures relating to the suspension of imposition or enforcement of a sentence, to conditional release, to the postponement of the beginning or the interruption of the enforcement of a sentence; in conformity with article 1 of the European Convention, arrests and the enforcement of verdicts shall be excluded;
- (c) To proceedings for pardon;
- (d) To proceedings concerning compensation for unjustified detention, prosecution or conviction;
- (e) To civil suits connected with criminal action for so long as the prosecuting authority has not reached a final decision on the criminal action.

Article 2. The obligation to provide assistance envisaged by the European Convention shall also apply, under the terms of this Agreement, to proceedings concerning the offences referred to in the annex for the prosecution of which a judicial authority is competent in one of the two States and an administrative authority in the other State, when judicial review of the decision of the administrative authority is possible.

¹ Came into force on 1 October 1985, i.e., the first day of the third month following the exchange of the instruments of ratification, which took place at Vienna on 11 July 1985, in accordance with article 18 (2).

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 472, p. 185.

Article 3. 1. Mutual assistance shall be given in proceedings concerning the fiscal offences mentioned in article 2(a) of the European Convention:

- (a) If the offence is also punishable under ordinary law, or
- (b) If the offence concerns taxes, charges or customs duties.

2. If one Contracting State has reserved the option to subject the enforcement of requests for mutual assistance to the condition that the offence motivating the request should be punishable according to the law both of the requesting State and of the requested State, that condition shall be fulfilled so far as fiscal offences are concerned if the offence is punishable under the law of the requesting State and corresponds to an offence of the same kind under the law of the requested State.

3. The request may not be rejected on the grounds that the legislation of the requested State does not impose the same type of charges, taxes, or customs duties or does not include the same type of regulations on charges, taxes or customs duties as the legislation of the requesting State.

Article 4. 1. In the implementation of article 3, paragraph 1, and article 5 of the European Convention, the request by a competent authority of the requesting State for a search or seizure must be accompanied by an authentic copy or a certified true copy of the decision ordering that search or seizure, if it does not in itself constitute a decision ordering the seizure or search.

2. The transmittal to the requesting State of articles to be produced in evidence, records or documents as envisaged in article 3 of the European Convention shall be without prejudice either to the rights of the requesting State or to those of third parties.

3. In addition to the articles to be produced in evidence, records or documents referred to in article 3, paragraph 1, of the European Convention, property and valuables deriving from an offence found in possession of the perpetrator of the offence shall be returned to the Contracting State which so requests by the other State for purposes of restitution to the victim, unless a person or authority asserts a right to that property or those valuables.

4. Unless otherwise agreed in individual cases, articles to be produced in evidence, records, documents and other property or valuables whose transmittal to the requesting State has been authorized shall be sent or delivered to the authority empowered for those purposes by the said State.

Article 5. In the implementation of article 4 of the European Convention, the requested State, at the request of the requesting State, shall permit representatives of the competent authorities of the last-named State and interested persons to be present at the execution of requests for assistance in its territory, unless its legislation prohibits that. They may suggest to the authorities of the requested State that they ask particular questions or take additional measures.

Article 6. 1. The mutual assistance covered by article 5 of the European Convention, consisting of a seizure of property or a search, shall only be given if the legislation of the requested State does not prohibit that and if prosecution of the offence is within the competence of a judicial authority in both States.

2. In proceedings concerning fiscal offences, the mutual assistance referred to in paragraph 1 of this article shall also be given if, in the circumstances envisaged in article 2, prosecution of the offence is within the competence of an administrative authority in one of the two States.

Article 7. Even in the absence of the request envisaged in article 10, paragraph 3, of the European Convention, the requested State may grant the advance provided for in that article to any person summoned to appear as a witness or an expert in the requesting State.

Article 8. 1. The provisions of article 11 of the European Convention concerning the transfer of a person in custody in the requested State shall apply, *mutatis mutandis*, in cases where the requested State, at the request of the requesting State, authorizes, with a view to the execution of a request for mutual assistance, the transfer to its own territory of a person in custody in the requesting State.

2. The State to which the person in custody is transferred under the terms of the preceding paragraph shall keep him in custody for the duration of his stay. It may not prosecute him for an offence committed before his transfer.

3. The person in custody shall be returned to the requesting State as soon as the requested State has carried out the measure of mutual assistance requested.

4. The transfer of a person in custody shall only be agreed if prosecution of the offence for which the assistance is requested is within the competence of judicial authorities in both States.

Article 9. 1. In the implementation of article 15, paragraph 1, of the European Convention, the competent authorities shall address requests for assistance:

- In Austria, either to the competent judicial or administrative authority or to the Federal Ministry of Justice;
- In France, either to the Public Prosecutor at the Appeals Court by which the request is to be executed, or to the Ministry of Justice.

Replies and documents relating to the execution of such requests shall be returned directly to the authority addressing the request.

2. When an authority approached in implementation of the first paragraph of this article is incompetent to deal with the request, it shall transmit it directly to the competent authority.

3. The requests covered by article 11 of the European Convention and by article 6, paragraph 1, and article 8 of this Agreement shall be addressed by the Ministry of Justice of the requesting State to the Ministry of Justice of the requested State.

4. There shall be no derogation from article 15, paragraphs 2 and 3, of the European Convention.

Article 10. In addition to the information envisaged in article 14, paragraph 1, of the European Convention, requests for submission of records of proceedings and of rulings of competent authorities shall specify the nature of the document to be served and the status of the recipient in the proceedings.

Article 11. In application of article 16, paragraph 1, of the European Convention, the translation of requests or of attached documents may not be required.

Article 12. In addition to the cases envisaged in article 20 of the European Convention, the requesting State shall also reimburse the costs of the transfer of any person in custody carried out in implementation of article 8 of this Agreement.

Article 13. The provisions of article 21 of the European Convention shall be supplemented as follows:

1. The State which is requested to prosecute one of its nationals for a crime or an offence committed in the territory of the requesting State shall not refuse to prosecute on the grounds that the actions were committed outside its own territory.

2. Following the laying of information by one Contracting State in accordance with article 21 of the European Convention, the judicial authorities of the other Contracting State shall consider whether, in accordance with the law of that State, prosecution should be initiated before the courts. In the trial of traffic offences, the requested State shall take into account the traffic regulations in force at the location of the offence.

3. When the initiation of proceedings can only result from a statement by the victim in the form of an application or authorization to prosecute, a statement made in the requesting State shall also be valid in the requested State. In cases where a statement is required only by the law of the requested State, it may be made after the expiry of the period prescribed by the legislation of that State; in such a case, the prescribed period shall only begin to run from the date on which the authority responsible for criminal prosecution in the requested State received the request.

4. The request shall be accompanied by:

- (a) The original or a certified true copy of the records of the case, a description of the facts and any evidentiary materials;
- (b) A copy of the penal provisions applicable to the offence under the law in force in the State in which the offence was committed.

5. The requested State shall notify the requesting State as soon as possible of the decision taken on prosecution and, where applicable, the verdict reached at the end of the proceedings. The copy of the last-mentioned decision must be certified. Articles and documents which have been transmitted to the requested State shall be returned by that State when they have ceased to be useful to it, unless the return thereof is waived by the requesting State. An exception shall be made to this provision in respect of objects whose restitution to their legal owners has been ordered under the jurisdiction of the requested State dealing with the case.

6. The authorities of the requesting State shall renounce prosecution of the accused and enforcement of a verdict returned against him on the basis of the facts indicated in the information laid

- (a) If the sentence imposed has been served or remitted or has become subject to statutory limitation;
- (b) During such time as enforcement of the sentence is wholly or partly suspended or sentencing is postponed;
- (c) If the accused has been acquitted by a final judgement or if the proceedings have been closed by a final verdict on the substance.

7. Expenses incurred in the implementation of this article shall not be refunded.

Article 14. 1. The exchange of information on convictions envisaged in article 22 of the European Convention shall take place at least once a year between the Federal Ministry of Justice of the Republic of Austria and the Ministry of Justice of the French Republic.

2. When one of the two States has knowledge of a verdict rendered in the other State against one of its nationals, the Ministry of Justice of that State may request the

Ministry of Justice of the other State to transmit a certified true copy of the decision. The request shall be met subject to the application of the provisions of article 2 of the European Convention. The copy shall be transmitted free of charge.

Article 15. For the purposes of this Agreement, the term "sentence" shall also include preventive measures.

Article 16. At the request of the Ministry of Justice of one of the two States, the Ministry of Justice of the other State shall provide it with complete information on the criminal law, criminal procedure and regulations for the enforcement of sentences in force in that State.

Article 17. In the event of denunciation of the European Convention by one of the two Contracting States in the manner prescribed in article 29 of that Convention, the denunciation shall take effect between the two States after the expiry of a period of two years from the date of receipt of notification thereof from the Secretary-General of the Council of Europe.

Article 18. 1. This Agreement shall be ratified; the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Vienna.

2. This Agreement shall enter into force on the first day of the third month following the date of exchange of the instruments of ratification.

3. This Agreement is concluded for an unlimited period. Either of the two Contracting States may denounce it by written notification through the diplomatic channel: it shall cease to have effect on the first day of the seventh month after the date of notification of its denunciation and in any event when the European Convention itself ceases to apply between the Parties to this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the plenipotentiaries have signed this Agreement.

DONE at Paris, on 18 November 1983, in two original copies in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the President
of the French Republic:

[Signed]

JEAN-PAUL ANGLES

Minister Plenipotentiary, Director for
French Citizens Abroad and Aliens in
France

For the Federal President
of the Republic of Austria:

[Signed]

ERIK NETTEL

Ambassador Extraordinary and Pleni-
potentiary of the Republic of Austria
to the French Republic

ANNEX ENVISAGED IN ARTICLE 2 OF THE AGREEMENT

- I. Violations of legislation on the protection of minors;
- II. Violations of legislation on the control of aliens;
- III. Violations of legislation on weapons, ammunition and explosives;
- IV. Violations of legislation on narcotic drugs and psychotropic substances;
- V. Violations of labour legislation;
- VI. Offences relating to civil and commercial associations;

- VII. Violations of legislation on competition, patents, trademarks and other types of product designation;
- VIII. Offences relating to taxes, charges and customs duties, including receiving stolen property;
- IX. Violations of legislation on prices;
- X. Offences involving fraud and false advertising;
- XI. Violations of building legislation:
 - 1. Offences involving failure to comply with an order for the demolition or repair of buildings;
 - 2. Violations of legislation on insanitary, dilapidated and dangerous buildings;
- XII. Violations of legislation on property transactions;
- XIII. Illegal engagement in scheduled occupations;
- XIV. Violations of legislation on road, rail, marine, river and air transport;
- XV. Road traffic offences:
 - 1. "Failing to stop", i.e., non-compliance with the obligations of drivers of vehicles following a traffic accident;
 - 2. Driving or starting a vehicle while under the influence of alcohol;
 - 3. Violations of legislation concerned with checking the level of blood alcohol;
 - 4. Failure to observe the regulations requiring insurance against civil liability resulting from the use of motor vehicles;
 - 5. Refusal to comply with traffic instructions given by a traffic control official;
 - 6. Failure to comply with regulations concerning:
 - (a) The maximum permitted speed for vehicles;
 - (b) The spacing and direction of moving vehicles, meeting oncoming vehicles, overtaking, changing direction and crossing level crossings;
 - (c) The right of way;
 - (d) The priority accorded to certain vehicles such as fire engines, ambulances and police vehicles;
 - (e) Signs and markings on the ground, except for parking offences;
 - (f) Traffic lights;
 - (g) Access by vehicles or categories of vehicles to certain routes, in particular because of their weight or size;
 - (h) The safety equipment of vehicles and of their loads;
 - (i) The marking of vehicles and their loads;
 - (j) Vehicle lights and their use, when the offence constitutes a danger to traffic;
 - (k) The weight, loading and capacity of vehicles and their trailers;
 - (l) The registration of vehicles, the number plate and the plate indicating country of registration;
 - 7. Driving a vehicle without a valid licence;
 - 8. Offences involving the carriage of dangerous goods by road;
- XVI. Offences affecting the protection of nature and the environment, in particular the protection and maintenance of inland waters and forests;
- XVII. Hunting and fishing offences.